

Art. 4. — Il est créé dans chaque académie une commission régionale de la promotion socio-éducative (Corepse).

Art. 5. — La commission régionale de la promotion socio-éducative est composée comme suit :

Un tiers de représentants du service de la jeunesse, des sports et des loisirs, dont le chef du service académique, président.

Un tiers de membres des associations de jeunesse, d'éducation populaire, de sports et de plein air agréées par le secrétaire d'Etat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs, dont un animateur permanent.

Un tiers de personnalités compétentes en matière d'animation.

Les membres de la Corepse sont nommés pour une durée de trois ans par le secrétaire d'Etat sur proposition du chef du service académique de la jeunesse, des sports et des loisirs.

La commission régionale de la promotion socio-éducative a pour secrétaire général un inspecteur de la jeunesse et des sports. Un assistant de jeunesse et d'éducation populaire assure le secrétariat et assiste aux délibérations avec voix consultative.

La commission régionale de la promotion socio-éducative peut faire appel à des experts en tant que de besoin.

Art. 6. — La Corepse organise le cycle de promotion et délivre le C. A. P. A. S. E.

Art. 7. — La session d'ouverture comprend deux épreuves : l'une écrite, l'autre orale ; chacune de ces épreuves est éliminatoire.

A l'issue de ces épreuves, la Corepse décide de l'admission du candidat au cycle de formation ou de son ajournement. Dans ce dernier cas, les motifs de la décision sont communiqués au candidat.

Art. 8. — Le cycle de formation comprend la participation à quatorze stages qui permettront au candidat d'acquiescer quatorze unités de valeur, chaque stage comptant pour une unité.

La Corepse fait connaître chaque année la liste des stages agréés qui donnent droit à des unités de valeur.

Ces quatorze stages se répartissent comme suit :

a) Six stages obligatoires.

Expression écrite et orale ;
Psychopédagogie ;
Vie des groupes ;
Connaissance des milieux ;
Etude des aspects d'une civilisation ;
Initiation aux méthodes d'administration et de gestion.

Cet ensemble doit correspondre à 300 heures au moins de formation, chacun des stages comprenant un minimum de 50 heures de travail effectif.

b) Six stages choisis par le candidat dans le cadre des sujets suivants.

Moyen d'expression autre que l'expression écrite et orale mentionnée en a) (art dramatique, arts plastiques, langues étrangères, etc.) ;

Initiation à l'économie ;
Application de l'étude du milieu à une ville, une époque, etc. ;
Activités sportives de loisir et sports de plein air ;
Aménagement de l'espace urbain et naturel ;
Institutions nationales et internationales.

c) Deux stages choisis librement par le candidat.

Les huit stages visés aux paragraphes B et C ci-dessus doivent normalement représenter 400 heures de formation, chacun des stages ayant une durée minimum de 50 heures de travail effectif.

Dans le cas où le candidat aurait acquis préalablement à ces stages une formation sérieuse dans telle ou telle des disciplines qui font l'objet de ces stages, la Corepse peut alléger la partie de son cycle de formation correspondant à ces stages.

Dans l'hypothèse où un candidat n'aurait pas suivi un stage dans ces conditions jugées satisfaisantes par les responsables du stage, l'unité de valeur correspondante ne lui sera pas acquise. Il lui appartiendra alors de participer à un nouveau stage.

Pour chaque stage, le candidat établit une grille d'analyse et d'évaluation.

Dans certains cas exceptionnels, dûment motivés, la Corepse peut accepter que certains stages soient remplacés par des travaux écrits.

Art. 9. — Le candidat doit effectuer une expérience pratique d'une durée de neuf mois au moins, en un lieu et dans des conditions agréées par la Corepse.

Pour être admis à commencer son expérience pratique, le candidat doit avoir acquis quatre unités de valeur dont trois choisies parmi les six stages dont les sujets sont imposés.

Au cours de son expérience pratique, il doit, à la suite d'inspections, de contrôle et d'entrevues organisés par la Corepse, acquiescer quatre unités de valeur correspondant respectivement aux qualifications suivantes :

Savoir-faire du candidat :

Connaissance de l'environnement, des besoins et des aspirations de la population concernée ;

Effort de recherche et de documentation ;

Connaissance critique d'un équipement socio-éducatif (conception, architecture, animation, gestion et fonctionnement).

Art. 10. — Les épreuves d'évaluation sont les suivantes :

a) Contrôle de connaissances par un questionnaire. Le contrôle écrit porte sur une liste de connaissances. Il comprend un questionnaire et une étude sur un document ayant trait à des techniques d'administration et de gestion ;

b) Epreuve écrite culturelle à option suivie d'un entretien. Peuvent être dispensés de cette épreuve les candidats qui possèdent les titres publics ou privés dont la liste sera publiée ultérieurement. L'unité de valeur correspondante leur est attribuée au vu de ces titres ;

c) Entretien à partir d'un événement d'actualité ;

d) Epreuve d'animation culturelle ou socio-éducative ;

e) Rapport écrit du candidat sur sa formation ;

f) Entretien avec la Corepse à partir de ce rapport ;

g) Présentation d'un compte rendu écrit et détaillé de l'expérience pratique prévue à l'article 9

Ces sept épreuves, toutes obligatoires, donnent chacune une unité de valeur.

Le candidat doit faire connaître chaque année celles de ces épreuves auxquelles il souhaite se présenter.

En outre, à chaque session de fin d'année de formation, un entretien a lieu entre le candidat et les membres de la Corepse.

Si le candidat est en cours de formation, cet entretien a pour objet de le conseiller pour le déroulement ultérieur de sa formation.

Si le candidat est en fin de cycle, cet entretien est dit « entretien-bilan définitif ».

Art. 11. — L'ensemble du cycle de promotion se déroule normalement sur une période de trois années. Cette durée peut être réduite à deux ans pour ceux des candidats dont l'expérience antérieure le justifierait.

Le candidat qui a acquis une unité de valeur en conserve le bénéfice pendant une durée de cinq années.

Art. 12. — Un candidat est déclaré admis au C. A. P. A. S. E. par la Corepse, après délibération, lorsqu'il a obtenu les vingt-cinq unités de valeur nécessaires.

Art. 13. — Le directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 5 février 1970.

JOSEPH COMITL

Institution d'une commission nationale de la promotion socio-éducative.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé une commission nationale de la promotion socio-éducative dont les membres sont désignés par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 2. — La commission nationale de la promotion socio-éducative est composée comme suit :

Sept représentants du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, dont le directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives ou son représentant, président.

Quatre représentants des autres administrations intéressées.

Six représentants nationaux d'associations agréées de jeunesse, d'éducation populaire, de sports et de plein air.

Deux personnalités choisies pour leur compétence en matière de formation de cadres.

Le secrétariat de la commission est assuré par la direction de la jeunesse et des activités socio-éducatives.

Art. 3. — Les attributions de la commission nationale sont les suivantes :

Elle étudie les rapports annuels des commissions régionales de la promotion socio-éducative et propose au secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, toute mesure susceptible d'harmoniser le fonctionnement de ces commissions.

Elle élabore, réunit et diffuse tous documents utiles au Corepse et aux candidats au C. A. P. A. S. E.

Dans ces tâches, elle peut faire appel à des experts, ainsi qu'à la collaboration d'associations spécialisées.

Art. 4. — Les représentants au sein de la commission du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, se constituent en comité technique et pédagogique chargé de proposer à l'agrément du secrétaire d'Etat les stages nationaux et régionaux du cycle de formation au C. A. P. A. S. E.

Art. 5. — Le directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 5 février 1970.

JOSEPH COMITL